

De plus en plus nombreux les gardiens se mobilisent pour **préserver les conditions de la cohésion sociale.**



Suite au rassemblement du 5 mai, un nouveau rassemblement était organisé le 2 juin devant le ministère de la Fonction Publique pour **exiger l'abrogation du décret du 9/05/2012 concernant le logement de fonction et des charges des gardiens.**

Ce rassemblement à l'initiative de la CGT a été rejoint par l'ensemble des organisations syndicales (CFDT, FO, UNSA, CFTC), des amicales de locataires et la Fédération des Office Public de l'Habitat. Une délégation a été reçue au ministère de la Fonction publique et au Ministère du logement.



La délégation a rappelé l'importance des gardiens dans les cités pour assurer la cohésion sociale, pour cela il faut leur garantir la gratuité du logement de fonction et les charges locatives. Pour l'égalité de traitement et une cohérence cette garantie doit concerner l'ensemble des gardiens et ne doit pas être au bon vouloir des directions des OPH d'octroyer ou non des primes, ce qui aurait également pour conséquence d'augmenter les charges des locataires.



Ces ministères nous ont répondu qu'ils n'avaient pas de marge et que la décision revient au Premier Ministre, Manuel Valls. Une réunion interministérielle doit se tenir à ce sujet. La Ministre du Logement est favorable à trouver un moyen pour faire sortir les gardiens HLM du champ d'application du décret.

Il a été décidé d'organiser un nouveau rassemblement à Matignon pour aider le 1^{er} ministre à mettre de la cohérence entre ses discours et ses actes concernant l'importance de la cohésion sociale et en particulier dans les quartiers populaires.

**Rendez vous
encore plus
nombreux fin
juin à Matignon
pour l'abrogation
du décret du
9 mai 2012**



Pour la défense du Service Public de proximité